

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (matin) 19 novembre 2014

Direction de l'instruction publique

32 2014.RRGR.134 Motion 049-2014 Steiner-Brütsch (Langenthal, PEV)

Lehrplan 21: le Grand Conseil doit pouvoir décider

Motion ayant valeur de directive

N° de l'intervention: 049-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 06.02.2014
Déposée par: Steiner-Brütsch (Langenthal, PEV) (porte-parole)
Löffel-Wenger (Münchenbuchsee, PEV)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 1065/2014 du 3 septembre 2014
Direction: Direction de l'instruction publique

Lehrplan 21: le Grand Conseil doit pouvoir décider

Le Conseil-exécutif est chargé de soumettre les décisions suivantes au Grand Conseil :

1. l'introduction du *Lehrplan 21* (avec les compléments cantonaux),
2. le moment de l'introduction du *Lehrplan 21*,
3. les coûts de cette introduction.

Il est également chargé de faire adapter au besoin les bases légales.

Développement

En automne 2014, la Conférence des directeurs de l'instruction publique des cantons alémaniques (D-EDK) validera le *Lehrplan 21* dans sa version remaniée en vue de son introduction dans les écoles cantonales. Chaque canton prendra ensuite les décisions qui s'imposent à ce sujet, en fonction de la législation cantonale.

Dans le canton de Berne, la décision concernant l'introduction et la mise en œuvre du nouveau *Lehrplan 21* appartient au Conseil-exécutif. En effet, il n'est pas prévu que le parlement cantonal intervienne directement dans le domaine des plans d'études. Cette répartition des compétences se justifie peut-être pour les plans d'études que nous avons eus jusqu'ici, mais le *Lehrplan 21* relève d'un projet de formation intercantonal d'une tout autre dimension, qui aura des conséquences déterminantes pour l'évolution de l'école dans le canton de Berne, son organisation, les matières d'enseignement. Logiquement, les conséquences financières de son introduction seront également considérables.

Vu la portée et l'importance du *Lehrplan 21* pour l'organisation scolaire du canton et pour la formation des élèves, le Grand Conseil doit pouvoir s'exprimer au sujet de son introduction, du moment où elle aura lieu et des coûts qui s'ensuivront pour le canton de Berne. Cela permettra aussi de lui donner une légitimité politique.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève de la compétence exclusive du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le Conseil-exécutif dispose donc d'une marge de manœuvre importante quant aux objectifs, aux moyens et aux autres modalités liées à l'accomplissement du mandat. La responsabilité de la décision incombe au seul Conseil-exécutif.

Remarques introductives

Depuis 2006, les cantons ont le mandat constitutionnel d'unifier leurs systèmes de formation. L'article 62 de la Constitution fédérale les oblige en effet à harmoniser la durée et les objectifs des niveaux d'enseignement, ce à quoi le *Lehrplan 21* contribue. L'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire (concordat HarmoS) est entré en vigueur le 1^{er} août 2009.

Le 27 septembre 2009, les électeurs et les électrices du canton de Berne ont approuvé le projet cantonal d'adhésion à ce concordat.

Le *Lehrplan 21* fixe pour la première fois les objectifs de l'enseignement dispensé à l'école obligatoire (école enfantine, école primaire et degré secondaire I) pour l'ensemble des cantons alémaniques. Il constitue un instrument de planification pour les membres du corps enseignant, les écoles et les autorités en charge de la formation. Il permet en outre aux parents, aux élèves, aux institutions de formation du degré secondaire II, aux hautes écoles pédagogiques ainsi qu'aux créateurs de moyens d'enseignement de connaître les compétences à acquérir grâce à l'enseignement.

La conception du *Lehrplan 21* sera suivie d'une mise en œuvre circonspecte dans les cantons. Ce sont eux qui décident à quel moment, avec quelles mesures d'accompagnement et avec quels compléments cantonaux ils introduisent ce plan d'études.

Cette démarche permet de prendre en compte les développements en cours dans les cantons, de même que les différents besoins et conditions générales. Il est prévu que le *Lehrplan 21* entre en vigueur dans le canton de Berne au 1^{er} août 2017 ou 2018.

Le 2 juillet 2013, dans le cadre de la consultation sur le *Lehrplan 21*, la Direction de l'instruction publique a invité les associations ayant un lien avec l'école, la haute école pédagogique germanophone, les Eglises et les partis politiques à prendre position sur le projet de plan d'études. Tous les participants à la consultation ont salué la structure et le concept du *Lehrplan 21*, en particulier le principe de l'orientation sur les compétences, l'orientation sur les degrés d'enseignement et le choix des disciplines.

Point 1

La compétence en matière d'introduction de nouveaux plans d'études est régie par l'article 12 de la loi cantonale sur l'école obligatoire (LEO). L'article 27 de l'ordonnance cantonale sur l'école obligatoire (OEO) délègue quant à lui cette compétence au Directeur de l'instruction publique.

L'introduction des nouveaux plans d'études ainsi que la définition des compléments spécifiques au canton sont donc des tâches qui sont du ressort de l'Exécutif, soit du Directeur de l'instruction publique dans le canton de Berne.

Point 2

Le *Lehrplan 21* entrera en vigueur le 1^{er} août 2017 ou 2018.

La Direction de l'instruction publique a déjà élaboré une stratégie relative à son introduction. Cette dernière conçoit l'introduction du plan d'études comme un processus s'étalant sur plusieurs années et donne la priorité au développement de l'école et de l'enseignement. Les directions d'école jouent un rôle essentiel à cet égard. Le Directeur de l'instruction publique veillera à ce que celles-ci et les membres du corps enseignant disposent de suffisamment de temps afin de mettre en œuvre le plan d'études. Les premières séances d'information à l'intention des directions d'école auront lieu en août 2015, celles destinées aux membres du corps enseignant en janvier 2016. Les écoles auront ensuite jusqu'à l'année scolaire 2021-2022 pour développer leur enseignement conformément aux prescriptions du *Lehrplan 21*.

Point 3

La loi prévoit que le Directeur de l'instruction publique a compétence pour édicter les plans d'études mais que l'adoption des ressources budgétaires nécessaires ressortit au Grand Conseil, ce qui tient compte du principe de la séparation des pouvoirs. Le fait que le *Lehrplan 21* est le premier plan d'études commun à l'ensemble de la Suisse alémanique n'y change rien. Les coûts liés aux leçons supplémentaires requises seront présentés dans le cadre du processus budgétaire. Le Grand Conseil pourra alors exprimer son avis.

Conclusion

Lors de la procédure de consultation, les partis politiques ont pu prendre position sur le contenu du *Lehrplan 21*. Le Conseil-exécutif estime que la Direction de l'instruction publique doit, comme jusqu'à présent, prendre les décisions qui concernent l'introduction et la mise en œuvre des plans d'études. Il est donc d'avis qu'il n'est pas nécessaire de remanier la législation afin d'accorder cette compétence au Grand Conseil. Les dernières révisions de la LEO ont par ailleurs fait l'objet d'un large soutien au sein du Grand Conseil. Le Conseil-exécutif ne voit par conséquent aucune raison de modifier les bases légales existantes, qui ont fait leurs preuves.

Cependant, le Grand Conseil sera impliqué pour toutes les questions ayant trait au budget ou aux demandes de crédits de sa compétence et la Direction de l'instruction publique informera régulièrement la Commission de la formation (CFor) de l'avancée des travaux.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Point 1 : rejet

Point 2 : rejet

Point 3 : adoption et classement

Délibération groupée avec l'affaire 2013.RRGR.1356

La présidente. Avant que nous passions à l'affaire suivante, j'aimerais tout d'abord vous informer, je pense que vous vous en êtes aperçus, que l'ancien président de ce Grand Conseil M. Antener et que l'ancien président de la Commission de haute surveillance M. Blaser, sont sur la tribune. Messieurs, soyez les bienvenus chez nous. (*Applaudissements*) Nous avons encore une visite, ce sont les habitants du village de Schüpborg. Soyez vous aussi les bienvenus ici dans la salle du Grand Conseil. Merci de vous intéresser à la politique. (*Applaudissements*). Nous sommes dans un débat organisé.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Vielleicht haben Sie gesehen, dass meine Motion die Nummer 007 trägt, «licence to kill». Tatsächlich hat das Öffnen des Links zum Lehrplan 21 letztes Jahr bei vielen Lehrpersonen den Kampfgeist geweckt. In fast allen Kantonen hat sich Widerstand formiert. Auch im Kanton Bern wurden 550 Unterschriften gegen die 550 zum Teil fragwürdigen Ziele und Kompetenzen gesammelt. Als Opfer der Nichtharmonisierung unseres Schulwesens habe ich zwei ganz schlimme Jugendjahre erlebt und bin daher für dieses Thema sensibilisiert. Deshalb habe ich vor einem Jahr die vorliegende Motion eingereicht. Wir waren der Meinung – «wir» heisst vor allem Lehrpersonen –, dass wir mit dem Lehrplan 21 noch weiter weg von einer Harmonisierung kommen als vorher. Bewährtes wurde abgeschafft, eine totale Neukonzeption wurde geschaffen. Nun, ein Jahr später, kann ich feststellen, dass der Erziehungsdirektor die Forderungen der Motion und auch die Petition ernst genommen hat. Die Überarbeitung des Lehrplans 21 hat ganz wichtige Korrekturen mit sich gebracht. Einzig das Problem der Fremdsprachen ist noch nicht gelöst. Aber dort stecken wir in der «Concorde-Falle»: Sie wissen, was das heisst. Wir haben so viel Geld in das Projekt früher Sprachunterricht investiert, dass wir es im Moment nicht mehr stoppen können.

Zu den Motionspunkten: Ich habe allen Fraktionspräsidentinnen und -präsidenten geschrieben, wie ich bei meiner Motion vorgehen möchte. Ich werde sieben Ziffern zurückziehen, weil sie entweder erledigt sind oder in der «Concorde-Falle» stecken. Ich erhalte nur noch die Ziffern 3, 5 und 6 als Motion aufrecht. In Ziffer 3 verlange ich Jahresziele. Im neuen Lehrplan hat es Dreijahresziele. Damit kann man sich vorstellen, dass ein Schüler das Thema «Wasser» vielleicht schon behandelt hat, wenn er in ein anderes Dorf zieht, und nun noch einmal damit konfrontiert wird. Oder das Thema «Römer» wird noch einmal behandelt – oder vielleicht sogar dreimal, weil es Dreijahresziele sind. Das müssen wir unbedingt ganz konkret in einem Lehrplan festhalten, damit jeder Lehrer weiss, welcher Stoff in welchem Jahr behandelt wird. Das kann man auch anhand der Lehrmittel tun, zum Beispiel in Mathematik. Dort, wo dies nicht möglich ist, ist es aber zwingend.

In Ziffer 5 verlange ich, dass wir den Lehrern das bis anhin bewährte System der Beurteilung von Sach-, Selbst- und Sozialkompetenz lassen. Das ist sinnvoll und machbar. Was nun mit 363 Kompetenzen verlangt wird, führt zu einer Wahnsinnsbürokratie. Ich lese Ihnen an dieser Stelle nur sechs Beispiele vor, damit Sie sehen, was der Lehrer für jedes Kind beurteilen soll: «Die Schülerinnen und Schüler können Elemente und Merkmale von Räumen in Darstellungsmitteln auffinden sowie raumbezogene Orientierungsraster aufbauen und anwenden.»; oder: «Die Schülerinnen und Schüler können Formen des Unterwegsseins von Menschen, Gütern und Nachrichten erkunden sowie Nutzen und Folgen des Unterwegsseins für Mensch und Umwelt abschätzen.»; oder: «Die Schülerinnen und Schüler können die ästhetische Wirkung von Hörtexten entdecken und beschreiben.»; oder: «Die Schülerinnen und Schüler können Formen und Verfahren konstruktiver Konfliktbearbeitung anwenden.»; oder: «Die Schülerinnen und Schüler können Konsumententscheidungen mittels einfacher Nutzwertanalysen begründen.» und so weiter und so fort. Wenn Sie Lehrer wären, würden Sie sicher gern für alle Schüler solche Kompetenzen beurteilen und nachher in eine Note fassen. Ich bitte den Rat, diese Wahnsinnsbürokratie für die Lehrer jetzt unbedingt zu stoppen und die drei genannten Kompetenzen zu unterstützen.

In Ziffer 6 geht es darum, die Lehrmittelproduktion zu stoppen. Die Lehrmittelverlage sind natürlich fast «geil» – um dieses blöde Wort zu verwenden – auf den Lehrplan 21. Wenn sie die Lehrmittel für

die 21 Kantone liefern können, wäre das natürlich sehr lukrativ. Deshalb sollte man das stoppen, denn zuerst sollte man die Lehrziele haben. Man kann nicht zuerst ein Haus mit Seitenmauern und einem Dach bauen, um am Schluss noch das Fundament zu setzen. Ich bitte den Rat, auch dieser Ziffer zuzustimmen, damit mit der Erstellung neuer Lehrmittel wirklich abgewartet wird, bis der Lehrplan verabschiedet und eingeführt worden ist. Die übrigen Ziffern habe ich, wie gesagt, zurückgezogen. Die genannten drei Ziffern möchte ich als Motion aufrechterhalten. Ich bitte den Rat, sie zu unterstützen.

La présidente. M. Löffel, vous avez la parole en tant que motionnaire.

Ruedi Löffel, Münchenbuchsee (PEV). Der Lehrplan 21 ist zwar nicht gerade ein Jahrhundertwerk, aber immerhin ein sehr wichtiger Beitrag zur Schulharmonisierung unter den Kantonen der Deutschschweiz. Seit zwei Wochen liegt das 470 Seiten dicke Werk in der Schlussfassung vor. Vom Umfang her erinnert es mich ein wenig an das Buch, das wir alle zum Budget und zum Finanzplan erhalten haben. Sehr vieles darin ist wichtig und nötig, einige Dinge werden erwähnt, über die man sich vielleicht ärgert oder die man für überflüssig oder falsch halten mag. Wir werden am kommenden Montag wegen einiger Einzelheiten und wegen einzelner Budgetposten, die uns vielleicht nicht passen, nicht das ganze Budget ablehnen. Genauso wenig macht es beim neuen Lehrplan Sinn, wegen einzelner Kompetenzen, die einem vielleicht nicht passen, den ganzen Lehrplan ablehnen zu wollen. Ich weiss natürlich, dass der Vergleich etwas hinkt. Beim Budget können wir theoretisch einzelne Posten ändern, beim Lehrplan 21 kann der Kanton das nicht machen. Unter dem Strich macht es aber keinen grossen Unterschied. Letztlich geht es um das Ganze.

Um das Ganze geht es auch bei unserem Vorstoss, und das ist mir wichtig. Es wurden uns andere Absichten unterstellt, aber es ist mir wichtig zu betonen, dass es bei unserem Vorstoss um das Ganze geht. Es war nie unsere Absicht, dass im Grossen Rat Einzelheiten des Lehrplans 21 diskutiert werden sollen. Wir haben bewusst geschrieben, die Einführung des Lehrplans 21 und nicht der Lehrplan 21 solle dem Grossen Rat zum Entscheid vorgelegt werden. Wir wollen nicht über Einzelheiten und über einzelne Punkte diskutieren wie die Motionärin, deren Votum wir vorhin gehört haben.

Weshalb scheint es uns angemessen, hier über das Ganze zu diskutieren? Im Lehrplan 21 wird nicht mehr beschrieben, welche Inhalte in der Schule gelehrt werden müssen, sondern Kompetenzen, die sich die Schülerinnen und Schüler aneignen sollten. Aus meiner persönlichen Sicht ist das eine gute und sinnvolle Neuerung. Ob es sinnvoll und hilfreich ist, 363 Kompetenzen in 2300 Kompetenzstufen zu beschreiben, ist indessen eine andere Frage. Tatsache ist, dass der Lehrplan 21 nach der Vernehmlassung um rund 20 Prozent gekürzt und in verschiedenen Punkten verbessert wurde, auch im Sinn verschiedener Vernehmlassungen von Parteien, die im Rat vertreten sind. Ich danke dem Erziehungsdirektor, dass er sich in diesem Überarbeitungsprozess für Verbesserungen eingesetzt hat. Die Einführung des Lehrplans 21 ist für den Kanton Bern ein grosses und wichtiges Projekt, das spürbare Auswirkungen auf die künftige Schulentwicklung haben wird. Es ist nichts als recht, wenn ein Vorhaben von so grosser Tragweite und Bedeutung dem Kantonsparlament zum Entscheid vorgelegt wird. Besonders auch deshalb, weil mit erheblichen Mehrkosten zu rechnen ist. Ich bitte Regierungsrat Pulver, uns in seinem Votum eine Grössenordnung der erwarteten Mehrkosten für die Einführung und die Anwendung des Lehrplans 21 zu nennen. Ein zustimmender Grundsatzentscheid des Grossen Rats würde dem Lehrplan 21 nicht nur den Rücken stärken, sondern würde auch das Risiko senken, dass es im Rat zu bedrohlicher Opposition kommt oder dass wie in anderen Kantonen Unterschriften gegen die Einführung des Lehrplans 21 gesammelt würden, wenn die Kosten im Budget – vermutlich im Budget 2017 oder 2018 – erscheinen. Es wäre deshalb sinnvoll, dass der Grosse Rat einen Grundsatzentscheid fällen würde, der auch die Kosten berücksichtigt, die damit zusammenhängen. Ich betone noch einmal: Es ging uns nie darum, hier über Einzelheiten des Lehrplans 21 zu diskutieren. Es geht bei unserem Vorstoss um das Ganze. Selbstverständlich wissen wir, dass dies eine Richtlinienmotion ist und dass der Erziehungsdirektor letztlich machen kann, was er will. Ich bin jedoch sicher, dass weder ihm noch sonst jemandem ein Zacken aus der Krone fiele, wenn ein derart wichtiger Entscheid zusammen mit den grossen Folgekosten dem Grossen Rat zu einem Grundsatzentscheid vorgelegt würde. Deshalb bitte ich den Rat, den Vorstoss zu unterstützen und die Forderung bei der ERZ zu deponieren.

Roland Näf, Muri (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion folgt dem Regierungsrat in sämtlichen Punkten. Ich bin übrigens auch froh, dass sich Grossrätin Geissbühler auf drei Ziffern beschränkt, die nur den Lehrplan 21 betreffen. Wir müssen uns einfach bewusst sein: Die Annahme dieser drei Ziffern würde bedeuten, dass der Lehrplan 21 versenkt würde. Ich erinnere an den Begriff «Jahreslernziele». Man müsste anschliessend einen völlig anderen Lehrplan schreiben. Das wäre natürlich nicht der Lehrplan, den die anderen Kantone haben.

Auf die Motion der EVP, die vorhin von Grossrat Löffel vertreten wurde, möchte ich etwas ausführlicher eingehen. Nachdem Grossrätin Geissbühler einige Punkte vorgelesen hat, möchte auch ich einige Sätze vorlesen. Anschliessend können Sie sich fragen, woher meine Zitate stammen. Da steht zum Beispiel: «Erkennen, dass die Schweiz eng mit den weltweiten Entwicklungen, Problemen und Konflikten verflochten ist.» Ich bin nicht sicher, ob das alle hier im Rat erkennen wollen. Weiter steht geschrieben: «Den Dialog und den Austausch mit Menschen anderer Kulturen als Bereicherung erfahren.» Auch das ist eine Kompetenz, die wohl nicht allen Freude macht. Nachher: «Zusammenhänge zwischen den natürlichen Grundlagen und Produktionsmöglichkeiten herleiten.» Und ein letzter Punkt, in Bezug auf die Diskussion, die seitens der SVP in den letzten Jahren sehr stark im Vordergrund steht: Es geht um die Frage der Migration, konkret darum, dass sich Schülerinnen und Schüler in Zukunft in Flüchtlinge hineinversetzen können sollten. Ich verzichte darauf, den Wortlaut vorzutragen. Inzwischen haben Sie vielleicht gemerkt, woher meine Zitate stammen: Es handelt sich um den Lehrplan 95. Dort sind ganz ähnliche oder sogar gleiche Formulierungen zu finden wie heute. Es gibt allerdings einen grossen Unterschied zum Lehrplan 21: 1995 hat sich im Grossen Rat vor der Einführung des Lehrplans niemand darüber beklagt, obwohl man dieselbe Kritik hätte äussern können. Es war 1995 selbstverständlich, dass die Einführung eines Lehrplans Sache des Regierungsrats ist und dass der Grosse Rat schlicht und einfach nicht kompetent ist und nicht die Möglichkeit hat, inhaltlich darüber zu diskutieren. Dass sich die Politik um solche Fragen kümmern will, ist eine neue Entwicklung, die mir als Lehrer und Schulleiter Sorgen bereitet.

Vorhin wurde gesagt, man habe im Rat keine inhaltliche Diskussion führen wollen. Ruedi Löffel hat aber vorhin beim Votum von Grossrätin Geissbühler selbst gemerkt, dass dies einfach nicht möglich ist. Wir können hier nicht über die Einführung des Lehrplans diskutieren, ohne den Inhalt auf den Tisch zu legen. Das will die EVP offenbar auch nicht. Von daher habe ich wenig Verständnis für ihren Vorstoss. Es ist einfach nicht möglich, über den Lehrplan zu diskutieren, ohne inhaltlich zu werden. Zuletzt möchte ich als Schulleiter folgendes Fazit ziehen: Wenn wir weiter in diese Richtung gehen und versuchen, uns in inhaltliche Fragen einzumischen, machen wir einen entscheidenden Fehler: Wir verstossen gegen die Vorgaben der Schweizer Bevölkerung. Seinerzeit hat der Rat HarmoS beschlossen sowie das Volksschulgesetz, in dem diese Kompetenzen festgehalten sind. Ich glaube, da müssen wir Lei halten. Von daher bitte ich den Rat, beide Motionen abzulehnen.

Präsidentin. M. Näf, je vous souhaite un bon anniversaire, tout de bon et surtout une bonne santé. Félicitations (*applaudissements*).

J'aimerais vous rappeler que les groupes ont cinq minutes. Vous pouvez vous partager les cinq minutes entre deux personnes, trois personnes ou dix personnes, ça m'est égal et si vous avez besoin des cinq minutes et que vous êtes trois à vouloir parler, vous êtes priés de vous avancer déjà vers le pupitre.

Vreni Kipfer-Guggisberg, Stettlen (PBD). Weshalb haben wir den ominösen Lehrplan 21 auf dem Tisch? Weil es um einen Auftrag von Volk und Ständen geht, die am 21. Mai 2006 mit grosser Mehrheit dem Artikel in der Bundesverfassung zugestimmt haben, wonach die Volksschule harmonisiert werden soll. Die gemeinsame Lehrplanentwicklung ist eine Folge dieses Auftrags. Der Lehrplan 21 ist deshalb ein Harmonisierungsprojekt der Deutschschweizer Kantone. Mit ihm erfüllt auch der Kanton Bern die Verpflichtung, die sich aus den Artikeln 61 und 62 der Bundesverfassung und aus dem Beitritt zum HarmoS-Konkordat ergibt. Kantonale und interkantonale Gremien konnten dazu Stellung nehmen. Auch die politischen Parteien wurden in die Vernehmlassung einbezogen, ebenso wie schulnahe Verbände, Kirchen und weitere Organisationen. Zum Teil wurden die Änderungen aus der Vernehmlassung aufgenommen. Und nun folgt die Forderung der Motionärin: «Der Regierungsrat wird aufgefordert, Neuverhandlungen betreffend eine Teilreform von HarmoS aufzunehmen und zu veranlassen, dass [...]» Zugegeben: Die Motion ist vor bald einem Jahr eingereicht worden. Von daher ist mindestens die erste Ziffer umgesetzt. Auf die weiteren Ziffern

gehe ich nicht im Detail ein. Zusammenfassend aus der Diskussion in unserer Fraktion: Die BDP folgt bei den verbleibenden Ziffern 3, 5 und 6 einstimmig dem Regierungsrat und lehnt sie ab. Zur zweiten Motion, «Der Grosse Rat muss entscheiden können»: Die Einführung eines neuen Lehrplans ist im Kanton Bern im Volksschulgesetz geregelt. Die Volksschulverordnung delegiert diese Kompetenz an den Erziehungsdirektor. Die BDP-Fraktion teilt die Meinung des Regierungsrats, dass es diese Gesetzesänderung nicht braucht. Die politischen Parteien konnten im Rahmen einer Konsultation zu inhaltlichen Fragen Stellung nehmen. Was die Finanzen angeht, können wir beim Budget und bei Kreditbeschlüssen in unserer Kompetenz mitentscheiden. Ich persönlich frage mich auch, was es brächte, wenn wir über die Einführung des Lehrplans 21 im Parlament diskutieren würden. Wir würden uns wahrscheinlich sofort mit inhaltlichen Fragen beschäftigen. Bei diesem Lehrplan handelt es bekanntlich nicht um ein Gesetzeswerk. Es ist doch nicht die Aufgabe von uns Bauern, Gewerkschaftern und Anwälten, im Parlament inhaltlich darüber zu diskutieren. Das konnten wir in der Vernehmlassung machen. Die BDP-Fraktion stimmt auch bei diesem Vorstoss in allen drei Ziffern dem Antrag des Regierungsrats zu.

Corinne Schmidhauser, Unterseen (PLR). Die FDP unterstützt bei der Motion Steiner-Brütsch die regierungsrätlichen Anträge zu den Ziffern 1 und 2. Wir sind dezidiert nicht der Meinung, dass der Grosse Rat für pädagogische Diskussionen das zuständige Gremium ist. Gerade die Motion Geissbühler und der Anfang der Debatte haben gezeigt, dass dies hier im Rat unmögliche Diskussionen sind. Gleichzeitig möchten wir jedoch den Regierungsrat auch nicht von seinen gesetzlichen Verpflichtungen entbinden. Der Lehrplan gehört in die Kompetenz und in die Verpflichtung des Regierungsrats. Das soll so bleiben. Hingegen sind wir der Meinung, dass es Aufgabe des Grossen Rats ist, das Budget des Kantons Bern und eben auch der ERZ im Auge zu behalten. Deshalb will die FDP bei den Kosten der Umsetzung des Lehrplans genau hinschauen. Wir wollen die Kosten dieses Geschäfts einzeln ausgewiesen haben und nicht irgendwo in einem Budgetposten, den wir nachher nicht finden. Die FDP-Fraktion nimmt Ziffer 3 der Motion Steiner-Brütsch daher an und lehnt die Abschreibung ab. Folgerichtig halten wir uns bei der Motion Geissbühler an die Empfehlungen des Regierungsrats.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Der neue Lehrplan gibt zu reden. Das merken wir auch hier. Praktisch in jeder Zeitung kann man fast täglich etwas dazu lesen. In gewissen Kantonen werden nun offenbar schon Unterschriften für Initiativen gegen den Lehrplan gesammelt. Die Kritik kommt ein bisschen von überall her. Der momentan heftigste Kritiker stammt nicht einmal aus unseren Reihen, sondern von den Grünliberalen. Man kann ab und zu in der «BZ» etwas von ihm lesen. Umso erstaunlicher ist es, dass sich der Grosse Rat zum Lehrplan nicht äussern können soll. Der Regierungsrat beruft sich auf das Volksschulgesetz. Diese Tatsache hat übrigens in unserer Fraktionssitzung für Erstaunen gesorgt. Wenn die Einführung eines neuen Lehrplans nicht in der Kompetenz des Grossen Rats liege, müsse man das Volksschulgesetz ändern, wurde eine Forderung laut. Das ist zwar nicht konsolidiert, war aber ein Votum.

Die SVP ist sich zwar weitgehend einig, dass im Grossen Rat der Lehrplan nicht Punkt für Punkt diskutiert werden kann. Der grösste Teil unserer Fraktion ist aber der Ansicht, dass man sich zumindest zur Einführung und zu den Kosten äussern können soll. Eine grosse Mehrheit unterstützt deshalb die Motion Steiner / Löffel in allen drei Ziffern. Ich nenne die Gründe dafür: Erstens bringt der neue Lehrplan mit seiner Ausrichtung auf Kompetenzorientierung gleichwohl einen Strategiewechsel mit sich. Roland Näf würde vielleicht einwenden, dass dieser gar nicht so heftig sei, aber es ist eben dennoch ein gewisser Paradigmenwechsel. Zu dieser strategischen Neuausrichtung sollte sich der Grosse Rat äussern können. Der zweite Punkt – für uns fast der entscheidende – sind die finanziellen Auswirkungen. Wir wissen schon jetzt, dass der Ausbau des Deutsch- und des Mathematikunterrichts zusätzlich etwa 25 Mio. Franken pro Jahr kosten wird. Wir halten es für falsch, dass diese Mehrkosten nicht zusammen mit der Einführung des Lehrplans beschlossen werden. Der Regierungsrat argumentiert hier mit der Gewaltentrennung. Der Grosse Rat könne sich quasi im Nachhinein im Budgetprozess zu den Mehrkosten äussern. Das ist etwas seltsam. Wir wissen auch, dass die Lektionentafel in einigen Fächer etwas unterdotiert ist. Es wäre aus unserer Sicht jedoch der ehrlichere Weg, diese Änderung zusammen mit den Kosten zu diskutieren.

Drittens hängt der Lehrplan mit dem HarmoS-Konkordat zusammen. Da sehe ich auch einen Kritikpunkt. HarmoS hat bekanntlich eine Harmonisierung versprochen. Und eine solche braucht es

vor allem, wenn man umzieht. Fakt ist, dass die Fremdsprachenfrage nicht geregelt ist.

Ich habe einen Patenjungen in der Ostschweiz. Wenn dessen Familie in einigen Jahren zurück in den Kanton Bern zieht, wird er ein Problem haben, und zwar trotz des Harmonisierungsversprechens. Damit komme ich zur zweiten Motion, über die wir abstimmen: zur Motion von Sabina Geissbühler. Wir stimmen grossmehrheitlich Ziffer 3 zu, die anstelle von Dreijahreszielen Jahresziele verlangt. Auch das hat mit der Harmonisierung zu tun. Auch Ziffer 5 werden wir grossmehrheitlich annehmen. Ziffer 6 lehnen wir jedoch ab und empfehlen, dem Antrag des Regierungsrats zu folgen. Ich fasse zusammen: Die SVP-Fraktion will auch künftig keine inhaltliche Diskussion über den Lehrplan führen. Wir möchten aber grundsätzlich über die Einführung und über die Kosten abstimmen können.

Stefan Oester, Belp (UDF). Sie merken: Der Lehrplan 21 wirft hohe Wellen. Auch die EDU blickt diesem Riesenwerk eher etwas skeptisch entgegen. Der ursprüngliche Gedanke der Harmonisierung, der einmal vorhanden war, ist eigentlich bereits vom Tisch. Verschiedene Kantone lösen sich von der Verbindlichkeit und wursteln selbst etwas. Nach der Konsultation wurden verschiedene Anliegen aufgenommen und auch der Umfang wurde reduziert. Das anerkennen wir. Gleichwohl fragen wir uns, ob wir auf dem richtigen Weg sind. Ein Meisterwerk sondergleichen. Gestern stand in der Zeitung, dass die Beurteilung von Französisch für die Lehrpersonen fast unmöglich ist. Im Lehrplan 21, der nach Kompetenzen ausgerichtet ist, soll das auch so sein. Wir befürchten, dass eine Beurteilung entsprechend schwierig sein wird und dass eine grosse Bürokratisierung stattfinden könnte. Ein Monsterwerk, das mit viel Aufwand erarbeitet wurde, dessen Umsetzung aber eher schwierig wird. Die EDU hat gewisse Vorbehalte, aber – und damit komme ich zur Zusammenfassung meines Votums – inhaltlich gibt es nichts mehr zu ändern. Weil es aber eine derart grosse Kiste ist, möchten wir etwas dazu sagen. Deshalb unterstützen wir die Motion Steiner-Brütsch. Die Wirkungsziele wären interessant. Aber auch die Kosten sollten bekannt sein. Die EDU teilt die Meinung des Motionärs Steiner-Brütsch und möchte die Verantwortung in allen drei Punkten übernehmen. Solche wichtigen Entscheide sollten breit abgestützt sein. Bei der Motion Geissbühler werden wir den Ziffern 3 und 5 mehrheitlich zustimmen.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Ich äussere mich zuerst zur Motion Geissbühler. Ich möchte betonen, dass die glp-Grossratsfraktion dem Regierungsrat folgt. Persönlich habe ich die grosse Aufregung inhaltlicher Natur um diesen Lehrplan eigentlich nie verstanden. Ich lese auch die «BZ» sowie die Kolumne meines Parteikollegen und weiss natürlich, dass es Gegner gibt. Seitens der Lehrer gibt es eine Gruppe, die sich sehr stark gegen den Lehrplan 21 engagiert. 500 sind nicht wenig, aber es gibt ziemlich viel mehr Lehrer. Von denen hat man halt nichts gehört. Vielleicht ging es ihnen fast wie mir und sie fragten sich, was diese Riesenaufregung soll. Mit dem letzten Lehrplan, der im Kanton Bern eingeführt wurde, ging tatsächlich ein gewisser Paradigmenwechsel einher. Aber dieses Mal ist die Not nicht so gross. Falls im Extremfall der Lehrplan 21 nicht eingeführt würde, brähe die Welt nicht zusammen. Nichtsdestoweniger möchte ich betonen, dass ich persönlich und auch die Leute aus dem Bildungsbereich, mit denen ich mich austausche, nicht der Meinung sind, das Kompetenzmodell sei ein rotes Tuch. Die Gegner unterstellen diesem Modell häufig, es führe zu «teaching to the test» und untergrabe die Lehr- sowie die Methodenfreiheit. Aus meiner Sicht ist das vor allem eine Behauptung. Wenn man die Version 2.0 des Lehrplans 21 liest, stellt man fest, dass beispielsweise die Methodenfreiheit explizit garantiert wird. Es ist nicht vorgesehen, dass «teaching to the test» gemacht wird. Natürlich gibt es Befürchtungen. Diesen kann man jedoch nur entgegentreten, indem man klarstellt, dass in dieser Hinsicht nichts geplant ist.

Die kompetenzorientierten Unterrichtsmodelle sind nicht völlig unumstritten. Das ist mir von meinem vorherigen Job am Eidgenössischen Hochschulinstitut für Berufsbildung bekannt. Andererseits muss man zugeben, dass sie eben Mainstream sind und dass gerade in den Sprachen diese Art zu unterrichten und zu prüfen funktioniert. Ich habe in der Berufsbildung unterrichtet und wurde dort sozialisiert und sehe kein Problem bei der Ausrichtung auf die Kompetenzorientierung. Aus der persönlichen Erfahrung habe ich manchmal negativ in Erinnerung, dass es zu meiner Zeit doch immer noch eine Paukschule war, die Wissen auf Halde gelehrt hat. Wie gesagt, unterstützen wir bei der Motion Geissbühler den Regierungsrat in allen Ziffern, die noch offen sind.

Zum Vorstoss Steiner-Brütsch/Löffel: Über diesen Vorstoss haben wir lange diskutiert. Es ist durchaus legitim und vielleicht sogar taktisch klug, einmal die Frage aufzuwerfen, ob der Regierungsrat nicht gut beraten wäre, den Ball dem Grossen Rat zuzuspielen. In seiner Antwort

argumentiert er ziemlich legalistisch. Ich rechne dem Erziehungsdirektor hoch an, dass er sagt, die Kompetenzen seien klar und er wolle die heisse Kartoffel nicht an den Grossen Rat weitergeben. Andererseits ist es etwas blauäugig zu meinen, wir würden nur über die Steuerung der Finanzen mitreden. Wenn wir dort plötzlich wieder Grundsatzfragen stellen oder ein bisschen dazwischen landen – was am wahrscheinlichsten ist –, was macht dann der Erziehungsdirektor? Das ist nun eher eine rhetorische Frage, aber falls er plötzlich Lust hat, sich dieser Frage heute schon zu stellen, könnte er sich durchaus dazu äussern. Denn befände er sich ziemlich in der Zwickmühle und müsste entscheiden, ob er mit den beschränkten Ressourcen den Lehrplan noch umsetzen kann wie geplant und so, dass es wirklich einen Bildungsmehrwert gibt. Oder er ist letztlich der Meinung, man bleibe in dem Fall gescheiter beim alten Lehrplan. Es ist also eine heikle Frage. Wenn wir dem Erziehungsdirektor ein Postulat mit auf den Weg gäben, könnte er sich noch etwas mehr Bedenkzeit herausnehmen. Grundsätzlich unterstützen wir aber auch bei diesem Vorstoss den Antrag des Regierungsrats.

Anna-Magdalena Linder, Berne (Les Verts). Alles, was neu ist, bereitet zuerst etwas Unbehagen. Deshalb wohl auch die Aufregung rund um den Lehrplan. Es ist richtig, dass man kritisch ist und Fragen stellt. Das darf man. Aus unserer Sicht ist es aber nicht richtig, die Kompetenzen zu vertauschen, sprich dass das Parlament über den Lehrplan 21 befindet. Ich äussere mich an dieser Stelle zur Motion der EVP. Der Motionär führt am Anfang seines Vorstosses aus, dass es in der Hoheit des Regierungsrats liegt, über den Lehrplan 21 zu entscheiden und ihn einzuführen. Weil der Lehrplan 21 ein Grossprojekt ist, soll der Grosse Rat nun legitimiert sein, mitzubestimmen. So argumentiert der Motionär. Das erachten wir nicht als richtig. Die Entscheidung rund um den Lehrplan 21 ist Sache des Regierungsrats und nicht Sache dieses Parlaments. Die Flughöhe muss gewahrt bleiben; man darf sie nicht verwechseln. Der Lehrplan 21 ist in der Pipeline, vieles wurde dazu gedacht und entwickelt, die Einführung steht bald an. Es gibt aus den Lehrerkollegien auch zahlreiche positive Echos zum Lehrplan 21. Gerade für die Realstufe ist der neue Lehrplan viel besser umsetzbar, und auch das neunte Schuljahr lässt sich viel besser gestalten. Es bringt keinen Mehrgewinn, im Rat darüber zu befinden, sondern schafft nur Unsicherheit und Unklarheiten. Gerade im Hinblick auf die Einführungsphase des neuen Lehrplans ist das einfach nicht zielführend. Deshalb lehnen die Grünen die ersten beiden Ziffern der Motion Steiner-Brütsch ab, Ziffer 3 nehmen wir an und schreiben sie ab.

Zur Motion der SVP: Wir sind froh, dass Grossrätin Geissbühler die meisten Ziffern zurückgezogen hat. Sie greift mit ihrer Motion auf der inhaltlichen Ebene des Lehrplans ein. Das lehnen wir entschieden ab. Wir sind der Meinung, dass der künftige Lehrplan nicht praxisuntauglich sein kann. Er ist auch kein Monster. Allerdings ist er ein grosses Werk, vielleicht sogar ein Meisterwerk. Wir lehnen auch die restlichen Ziffern der Motion ab.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Die EVP-Fraktion ist sich einig, dass wir den Vorstoss Steiner / Löffel als Postulat unterstützen. Wir würden es also begrüssen, wenn der Motionär seine Motion in ein Postulat wandeln würde. Die Motion entstand damals unter dem Eindruck, dass der Lehrplan zu wenig breit abgestützt sei und an den Leuten vorbei von irgendwelchen Bildungstechnokraten erarbeitet worden sei. Unterdessen wurden die Kritikpunkte jedoch aufgenommen, und der Lehrplan wurde noch einmal überarbeitet. Für uns sind die Änderungen, die vorgenommen wurden, wesentlich. Es sind wirkliche Verbesserungen. Ich nenne einige Beispiele: Der Lehrplan wurde im Umfang sage und schreibe um 20 Prozent gekürzt. Kompetenzen und Kompetenzstufen wurden zusammengefasst. Der Begriff «Mindestanspruch» wurde durch den Begriff «Grundanspruch» ersetzt. Die Anforderungen wurden überprüft und wo möglich gesenkt. Im Fachbereich Natur, Mensch, Gesellschaft wurden zentrale Begriffe sowie das Kernwissen klarer herausgearbeitet und dargestellt. Das Thema «Informatik und Medien» wurde vollständig überarbeitet und die berufliche Orientierung wurde aufgewertet. In dem Sinn lehnen wir die verbliebenen Ziffern der Motion Geissbühler ab. Aus unserer Sicht wurden sie inzwischen erfüllt.

Zu Ziffer 3: Der Lehrplan 21 wurde zu einem praxisbezogenen Instrument. Auch die einzelnen Kompetenzen sowie ihre Anzahl wurden überprüft und zum Teil reduziert. Soviel ich weiss, wird der Lehrplan 21 noch einmal ergänzt und von der ERZ auf die hiesigen Gegebenheiten geprüft. Zu Ziffer 5: Auch hier hat uns der Regierungsrat in seiner Antwort dargelegt, dass die Selbst-, die Sach- und die Sozialkompetenz immer noch vorhanden sind, auch wenn die Begriffe geändert haben. Zu Ziffer 6: Für uns kommt es nicht infrage, die Produktion der Lehrmittel zu stoppen. Schon jetzt werden tendenziell eher veraltete Lehrmittel verwendet. Unabhängig vom Lehrplan 21 ist es

wichtig, die Lehrmittel regelmässig zu modernisieren.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Die EVP-Fraktion möchte die Gelegenheit nutzen, dem Erziehungsdirektor zu danken: für die hilfreichen Interviews, die in den verschiedensten Medien erschienen sind und sehr viel Aufschluss über die Arbeiten am Lehrplan 21 gegeben haben, sowie für die Möglichkeit der Parteien, sich bei der Konsultation einzubringen. Die EVP hat das schon sehr früh gemacht, und zwar im 2009 mit dem Postulat Messerli. Dort wurden Punkte beschlossen, die der Regierungsrat in der Folge aufgenommen hat. Sie haben in der Verbesserung auch Raum gefunden. Gerade im Fachbereich Natur, Mensch, Gesellschaft wurden nicht nur Kernwissen und zentrale Begriffe ergänzt. Vielmehr wird speziell im für uns wichtigen Bereich Ethik, Religionen, Gemeinschaft auf jüdisch-christliche Überlieferungen hingewiesen, christliche Feste werden genannt und erklärt, und in einem didaktischen Teil wird dargelegt, wie der Fachbereich geprägt und gestaltet werden soll. Wir schätzen sehr, dass diese Punkte Eingang in den Lehrplan 21 gefunden haben. Deshalb ist es der EVP-Fraktion ein Anliegen, dass der Vorstoss Steiner / Löffel vor allem der Abstützung und der Glaubwürdigkeit dieses Projekts im Kanton Bern dienen soll. Wir legen nahe, zu prüfen, ob der Lehrplan dem Grossen Rat grundsätzlich vorgelegt werden soll. Wir waren bekanntlich auch bei der Konsultation als Parteien beteiligt. Es ist klar, dass man diese Frage von Form und Inhalt nicht vollständig trennen kann. Aber das Ganze ist in der Form gegessen, wir konnten mitwirken. Das Ergebnis liegt vor. Und demnächst geht es um die Umsetzung. Wie meine Vorrednerin gesagt hat, würden wir es begrüßen, wenn wir ein Postulat überweisen könnten.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Zuerst zur Motion Geissbühler: Würden die drei Punkte als Motion überwiesen, müsste der Lehrplan erneut überarbeitet werden. Will man die Kompetenzen anders verstehen und will man die Ziele nicht nach Stufen, sondern nach Schuljahren definieren, muss der Lehrplan grundsätzlich überarbeitet werden. Das würde bedeuten, dass wir nicht dabei sein können, denn die Deutschschweizer Erziehungsdirektoren haben den Lehrplan nun überarbeitet, und ich habe eingebracht, was ich einbringen wollte. Aus meiner Sicht hätte man ihn noch stärker kürzen können, aber die gewählte Lösung finde ich gut. Noch mehr Überarbeitung liegt nicht drin, denn die anderen Kantone wollen mit der Umsetzung anfangen. Der Lehrplan wurde verabschiedet, und eine Überarbeitung ist in dieser Form nicht mehr möglich. Wir können höchstens noch entscheiden, nicht mitzumachen.

In Ziffer 6 verlangt Grossrätin Geissbühler, dass mit der Erarbeitung der Lehrmittel zugewartet werden soll, bis der Lehrplan in Kraft tritt und in Bern gültig ist. Davor warne ich ausdrücklich: Die Lehrpersonen wollen die Lehrmittel stets, bevor eine solche Reform umgesetzt wird. Wenn die Lehrmittelproduktion nun gestoppt wird, dann habe ich 13 000 Volksschullehrpersonen gegen mich, denn sie haben immer betont, dass die Lehrmittel vorhanden sein müssen, wenn eine solche Reform kommt. Das wäre ein sehr schwieriger Punkt. Grossrätin Geissbühler hat einige gute Beispiele aus dem neuen Lehrplan angeführt, und wenn man diese gut liest, stellt man fest, dass es sich gar nicht um besonders absurde Dinge handelt: Bei «Formen und Räume erkennen» geht es auch darum, zu lernen, was ein Oktaeder oder ein Tetraeder ist. Das macht man in der Schule heute schon. Oder «Formen des Unterwegsseins»: Es gibt das Velo, das Auto, den Zug, man kann rennen – auch das sind Dinge, die heute in der Schule schon behandelt werden. «Die ästhetische Wirkung gesprochener Texte»: Man sollte vielleicht auch einmal einem Hörspiel gelauscht haben und wissen, dass es das gibt, oder hören, wie ein Text klingt, wenn er gesprochen wird. Es handelt sich um Dinge, die heute schon im Lehrplan enthalten sind. Auch ich habe mich einmal über eine Formulierung lustig gemacht, die noch viel komplizierter war als diejenigen, die Grossrätin Geissbühler vorhin zitiert hat. Dazu gab es anschliessend einen Leserbrief, an dem ich Freude hatte: Ein Lehrer schrieb, wenn ich den Satz nicht verstünde, sei das kein Problem. Ich müsse ihn nicht verstehen. Wichtig sei vielmehr, dass ihn die Lehrer verstünden. Und die pädagogische Fachsprache werde von Lehrpersonen sehr gut verstanden. Zum Teil sind im Lehrplan tatsächlich etwas seltsame Formulierungen enthalten. Aber die Lehrerinnen und Lehrer verstehen diese pädagogische Fachsprache. Es ist mir wichtig, das noch zu erwähnen.

Meines Erachtens handelt es sich um einen brauchbaren Lehrplan. Wir haben an Veranstaltungen im Mai und im Juni 2000 Lehrpersonen getroffen, und als ich sie fragte, ob sie beim Lehrplan 95 bleiben wollten, sagten sie mir, die Kompetenzorientierung sei überhaupt kein Problem für die Lehrkräfte und sie wollten nicht beim Lehrplan 95 bleiben. Von daher sollten diese drei Ziffern unbedingt abgelehnt werden.

Zur Motion Steiner-Brütsch, die nun von Grossrat Löffel übernommen worden ist: Meines Erachtens wäre es nicht stufengerecht, wenn ein Lehrplan vom Grossen Rat eingeführt würde. Ich habe zwar gehört, dass es nur darum ginge, Ja oder Nein zu sagen. Wie sollte jedoch verhindert werden, dass zahllose Planungserklärungen eingereicht würden und es doch zu inhaltlichen Diskussionen käme? Ich kann doch dem Grossen Rat nicht zumuten, einfach nur Ja oder Nein zu sagen, ohne etwas zur inhaltlichen Diskussion beitragen zu können. Das würde zu einer tagelangen Debatte und zu einer Verpolitisierung der Schule führen. Die Lösung, die der Grosse Rat im Volksschulgesetz gewählt hat, wonach der Regierungsrat über die Einführung des Lehrplans entscheidet und diese Aufgabe an den Erziehungsdirektor delegiert, halte ich für die richtige.

Der Grosse Rat wird sich dennoch äussern können: Die Kosten der Mehrlektionen werden im Voranschlag/Aufgaben- und Finanzplan enthalten sein, und zwar bevor ich über die Einführung beschliesse. Wir werden die Bildungscommission über die Lektionentafel informieren; wir informieren sie bereits jetzt regelmässig über den Fortgang. Im November 2015 wird der Grosse Rat im Aufgaben- und Finanzplan sehen können, wie viel die Mehrlektionen kosten. Dort wird er mit parlamentarischen Instrumenten eingreifen können, wenn er der Meinung sein sollte, er wolle diesen Lehrplan nicht. Es gibt also die Möglichkeit, dass sich der Grosse Rat über die Finanzen dazu äussern kann. Sollte das Parlament jedoch beschliessen, dass künftig die Verabschiedung eines Lehrplans vom Grossen Rat vorgenommen werden soll, möchte ich auf folgendes Risiko hinweisen: Dies würde auch für die weiteren Änderungen an einem Lehrplan gelten. Und es fragt sich, ob es sinnvoll wäre, dass jede Änderung, die an einem Lehrplan vorgenommen wird, durch den Grossen Rat freigegeben werden müsste. Diese Verpolitisierung möchte ich der Schule lieber ersparen. Deshalb halte ich das für keinen sinnvollen Weg. Ich bitte den Rat, beide Motionen abzulehnen bzw. bei der Motion Steiner-Brütsch Ziffer 3 anzunehmen und abzuschreiben.

Ruedi Löffel, Münchenbuchsee (PEV). Ich wiederhole: Es geht mir nicht um eine Verpolitisierung des Lehrplans. Die Diskussion hat nun gezeigt, dass sich alle daran halten. Alle sind so clever zu begreifen, dass es nicht um eine inhaltliche Diskussion geht, sondern um ein grundsätzliches Ja oder Nein. Es wäre ungeschickt, das erst beim Budget oder beim Finanzplan zu machen. In diesem Zusammenhang hat die glp eine wichtige Frage in den Raum gestellt, nämlich: Was macht der Erziehungsdirektor, wenn wir zum Beispiel die Zahl, die nun nicht genannt wurde – ich gehe einmal von Mehrkosten von 20 bis 30 Mio. Franken pro Jahr aus –, halbieren? Weil diese Frage offen ist und weil ich diesen Weg für klüger halte, bin ich bereit, die Ziffern 1 und 2 in ein Postulat zu wandeln. Ich bin mir bewusst, dass dies nicht viel ändert, da es sich ohnehin um eine Richtlinienmotion handelt. Ich bitte den Rat mitzuhelfen, und den Erziehungsdirektor, sich noch einmal zu überlegen, ob es nicht klüger wäre, dem Grossen Rat im vornherein das Gesamtpaket und insbesondere die Kosten zur Entscheidung vorzulegen. Ziffer 3 wandle ich deshalb nicht und bin auch mit der Abschreibung nicht einverstanden.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Ich war der Meinung, der Erziehungsdirektor habe versprochen, dass bernische Anpassungen vorgenommen werden. Er hat überall gesagt, das sei möglich; auch den Lehrern gegenüber. Deshalb möchte ich, dass er prüft, ob es nicht möglich wäre, Jahresziele zu machen, sonst verlieren wir das Ziel der Harmonisierung. Dasselbe gilt für die Kompetenzen: Man könnte sie doch gemäss der Sach-, der Selbst- und der Sozialkompetenz ordnen. Damit hätten wir ein bernisches Modell, das in das Ganze passt. Auch bei den Lehrmitteln sollte man harmonisieren. Ich kenne Kantone, die beispielsweise im Deutschunterricht sehr gute Lehrmittel haben. Man müsste doch prüfen, von welchem Kanton man welches Lehrmittel für alle verwenden könnte. Wir können es uns finanziell nicht leisten, überall neue Lehrmittel zu erarbeiten. Deshalb möchte ich, dass man diese Harmonisierung prüft. Ich verstehe offenbar unter Harmonisierung etwas anderes. Ich bitte den Rat, die drei Ziffern als Postulat anzunehmen.

La présidente. Nous passons au vote. Vous avez entendu que Mme Geissbühler a tout transformé en postulat. Ceux qui acceptent le chiffre 3 du postulat votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote (M 007-2014, ch. 3)

Décision du Grand Conseil:
Rejet du ch. 3 du postulat

Oui	45
Non	100
Abstentions	1

La présidente. Vous avez refusé le chiffre 3. Ceux qui acceptent le chiffre 5 du postulat votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote (M 007-2014, ch. 5)

Décision du Grand Conseil:	
Rejet du ch. 5 du postulat	
Oui	42
Non	94
Abstentions	3

La présidente. Vous avez refusé le chiffre 5. Ceux qui acceptent le chiffre 6 du postulat votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote (M 007-2014, ch. 6)

Décision du Grand Conseil:	
Rejet du ch. 6 du postulat	
Oui	19
Non	121
Abstentions	2

La présidente. Vous avez refusé le chiffre 6. Nous passons donc à la motion Steiner-Brüttsch / Löffel. Je précise que M. Löffel a transformé les chiffres 1 et 2 de la motion en postulat. Ceux qui acceptent le chiffre 1 en postulat votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote (M 049-2014, ch. 1)

Décision du Grand Conseil :	
Rejet du ch. 1 du postulat	
Oui	63
Non	83
Abstentions	0

La présidente. Vous avez refusé le chiffre 1. Ceux qui acceptent le chiffre 2 en postulat votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote (M 049-2014, ch. 2)

Décision du Grand Conseil :	
Rejet du ch. 2 du postulat	
Oui	66
Non	82
Abstentions	0

La présidente. Vous avez refusé le chiffre 2. Ceux qui acceptent le chiffre 3 de la motion votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote (M 049-2014, ch. 3)

Décision du Grand Conseil :	
Adoption	
Oui	91

Non	53
Abstentions	2

La présidente. Vous avez accepté le chiffre 3. Nous passons au classement. Ceux qui veulent le classement du chiffre 3 de la motion votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote (M 049-2014, classement du ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui	73
Non	72
Abstentions	0